

## **ARRÊTÉ DU MAIRE DE BRON**

Numéro : DAU\_AR20240911

Objet : Arrêté portant autorisation de travaux dans un Établissement Recevant du Public (E.R.P.)  
AT 069 029 24 00043 COLLÈGE THÉODORE MONOD

**Le Maire de Bron, Jérémie BREAUD,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1 et suivants ;

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L. 122-3, L. 141-2, L. 143-2, L. 161-1, R. 122-7 et suivants, R. 143-1 et suivants ;

**VU** la demande d'autorisation d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public déposée le 08 juillet 2024 en application de l'article L. 122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, enregistrée sous la demande d'autorisation de travaux n° 069 029 24 00043, sollicitée par METROPOLE DE LYON représentée par Madame , concernant des travaux d'aménagement du collège Théodore Monod situé 34 rue Jean Jaurès, 69500 BRON ;

**VU** l'avis favorable de la Sous-commission Départementale de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public en date du 29/08/2024;

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** les travaux, visés dans le dossier de demande d'autorisation de travaux précité, concernant l'établissement, CES THEODORE MONOD, type R, catégorie 3, sis 34 rue Jean Jaurès à BRON, sont autorisés.

**Article 2 :** les prescriptions formulées par la sous-commission départementale de sécurité devront être impérativement respectées.

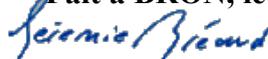
**Article 3 :** l'exploitant doit s'assurer des vérifications techniques obligatoires à la mise en œuvre des installations ou équipements concourant à la sécurité de son établissement avant l'accueil du public, et de son maintien en conformité avec les dispositions du règlement de sécurité.

**Article 4 :** le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Préfet – Service interministériel de défense et de la protection civile.

**Article 5** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Bron dans le délai de deux mois à compter de sa publication sur le site Internet de la Ville. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

**Article 6** : un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon ou déposé sur [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans le délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à BRON, le



Signé par : Jérémie BRÉAUD

Date : 16/09/2024

Qualité : LE MAIRE

**Jérémie BREAUD,**